

Commissions

Commisson de suivi crise financière

COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE

Président : M. Herman De Croo

Discussion du projet de constatations et de recommandations.

➤ **VENDREDI 6 JUILLET 2012**

- Rapporteurs : Mme Christiane Vienne et MM. Philippe Goffin et Jenne De Potter.
- La discussion générale a eu lieu.
- Sont intervenus : Mmes Vienne et Pas et MM. Gilkinet, Van der Maelen, De Potter, George, De Croo et Goffin.

Prochaine réunion : mardi 17 juillet 2012.

Police

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE

Président : M. André Flahaut

➤ **LUNDI 9 JUILLET 2012**

Examen de dossiers transmis par le Comité P.

- L'examen des dossiers transmis par le Comité P a eu lieu.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Filip De Man

➤ **MARDI 10 JUILLET 2012**

Le Plan d'Investissements en Défense et Sécurité (PIDS).

Questions actuelles et interpellations au gouvernement :

<http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/53/ic534.pdf>

- Exposé introductif du ministre.
- Une motion de recommandation a été déposée par Mme Ponthier.
- Une motion pure et simple a été déposée par MM. Dufrane et Defreyne.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 10 JUILLET 2012**

1. Echange de vues avec le ministre des Entreprises publiques, de la Politique scientifique et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes, sur le contrat de gestion de la CTB.

- Exposé introductif du ministre des Entreprises publiques, de la Politique scientifique et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes .
- Sont intervenus : M. Dallemagne, Mmes De Meulemeester et Snoy et d'Oppuers et MM. De Croo et de Donnea.

2. Echange de vues avec le ministre des Entreprises publiques, de la Politique scientifique et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes, sur la coopération au développement en République Démocratique du Congo.

- Exposé introductif du ministre des Entreprises publiques, de la Politique scientifique et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes.
- Sont intervenus : Mme Demol, MM. De Croo, Deseyn, Dallemagne, Van der Maelen et Moriau, Mme Snoy et d'Oppuers et MM. Lahssaini et de Donnea.

3. Echange de vues avec le ministre des Entreprises publiques, de la Politique scientifique et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes, sur Rio+20.

- Exposé introductif du ministre des Entreprises publiques, de la Politique scientifique et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes.
- Sont intervenus : Mme Lalieux, MM. Moriau et Dallemagne, et Mme Snoy et d'Oppuers.

4. Questions actuelles au gouvernement : <http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/53/ic535.pdf>

5. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de Partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États du Cariforum, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008 - Transmis par le Sénat, n° 2335/1.

- Rapporteur : M. Herman De Croo.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été successivement adoptés par 13 voix et 1 abstention.

6. Projets de loi joints :

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de l'État du Qatar concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Doha le 6 novembre 2007 - Transmis par le Sénat, n° 2336/1.
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Bruxelles le 10 février 2009 - Transmis par le Sénat, n° 2337/1.
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République Togolaise, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Lomé le 6 juin 2009 - Transmis par le Sénat, n° 2338/1.

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Monténégro, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Podgorica le 16 février 2010 - Transmis par le Sénat, n° 2339/1.

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Gouvernement de la République du Kosovo, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Pristina le 9 mars 2010 - Transmis par le Sénat, n° 2340/1.

- Rapporteur : M. Herman De Croo.

- La discussion a eu lieu.

- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2336/1 ont été successivement adoptés par 12 voix et 1 abstention.

- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2337/1 ont été - successivement adoptés par 12 voix et 1 abstention.

- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2338/1 ont été - successivement adoptés par 12 voix et 1 abstention.

- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2339/1 ont été - successivement adoptés par 12 voix et 1 abstention.

- Les articles 1er et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2340/1 ont été successivement adoptés par 11 voix et 2 abstentions.

Prochaine réunion : mardi 17 juillet 2012.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Georges Gilkinet

➤ MARDI 10 JUILLET 2012

1. Accueil d'une délégation de la commission du Budget de la Chambre des représentants du Royaume de Thaïlande.

- Un échange de vues a eu lieu.

- Sont intervenus : M. Gilkinet et quelques membres de la délégation.

2. Questions actuelles au gouvernement : <http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/53/ic537.pdf>

Prochaine séance : lundi 16 juillet 2012.

Président : Mme Sarah Smeyers

➤ **MARDI 10 JUILLET 2012**

1. Échange de vues avec M. Jean-Luc Cottyn, membre du bureau du Conseil Supérieur de la Justice, sur le rapport de l'enquête particulière sur le fonctionnement de l'ordre judiciaire dans le cadre de l'affaire relative au meurtre d'Annick Van Uytzel.

- M. Jean-Luc Cottyn a donné un exposé introductif.
- Un échange de vues a eu lieu.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Koenraad Degroote, Siegfried Bracke, Sophie De Wit, Sarah Smeyers, Kristien Van Vaerenbergh) modifiant certaines dispositions du Code judiciaire, n°s 1751/1 à 3.

Amendements de M. Degroote et consorts.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Bert Schoofs, Gerolf Annemans, Peter Logghe) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la suppression de la possibilité de détacher des magistrats du parquet, n°s 743/1 et 2.

Avis du Conseil d'Etat.

(Clôture et votes) (Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke).

- L'article 1 de la proposition n° 1751/1 a été rejetée par 6 contre 6 voix.
- La proposition de loi n° 1751/1 est dès lors rejetée.
- La proposition de loi n° 743/1 reste pendante.

3. Proposition de loi (Koenraad Degroote, Siegfried Bracke, Sophie De Wit, Sarah Smeyers, Kristien Van Vaerenbergh) modifiant certaines dispositions du Code judiciaire, n°s 1752/1 à 3. (Clôture et votes) (Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke).

Amendements de M. Degroote et consorts.

Avis du Conseil d'Etat.

- L'article 1 de la proposition de loi n° 1752/1 a été rejetée par 8 contre 6 voix.
- La proposition de loi est dès lors rejetée.

4. Questions actuelles au gouvernement : <http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/53/ic538.pdf>

➤ **JEUDI 12 JUILLET 2012**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Nahima Lanjri, Marie-Christine Marghem, Stefaan Vercamer, Sarah Smeyers, Sabien Lahaye-Battheu, Valérie Déom, Catherine Fonck, Muriel Gerkens) instaurant un statut de protection global des personnes majeures incapables, n°s 1009/1 à 9.

Amendements de M. Terwingen et consorts, de Mmes Gerkens et consorts, Özen et consorts, Déom, Lahaye-Battheu et consorts et Smeyers et consorts et M. Brotcorne.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Muriel Gerken, Stefaan Van Hecke, Meyrem Almaci, Zoé Genot, Eva Brems, Wouter De Vriendt) instaurant un régime global d'administration provisoire des biens et des personnes, n° 55/1.
(Deuxième lecture, Art. 94 Rgt. et vote sur l'ensemble) (Rapporteurs : MM. Christian Brotcorne et Stefaan Van Hecke).

- M. Terwingen a déposé les amendements n°s 373 à 394.
- Mme Lahaye-Battheu a déposé l'amendement n° 395.
- Les amendements ont été adoptés à l'unanimité
- L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'amendée et corrigée, a été adoptée à l'unanimité.
- La proposition de loi n° 55/1 devient par conséquent sans objet.

Prochaine réunion : mardi 17 juillet 2012.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Siegfried Bracke

➤ **MARDI 10 JUILLET 2012**

1. Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et abrogeant l'arrêté royal du 4 avril 2006 relatif à la délimitation des lieux, faisant partie de l'infrastructure exploitée par les sociétés publiques de transports en commun, auxquels s'appliquent les dispositions visées au chapitre IIIbis de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée en particulier, en vue de renforcer la sécurité dans les transports en commun, n° 2323/1.

- Rapporteur : M. André Frédéric.
- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances.
- Sont intervenus : MM. Madrane et Logghe, Mme De Bue et MM. Jadot, Van Esbroeck, Doomst et Somers.
- MM. Madrane et consorts et Jadot ont déposé des amendements.
- L'amendement n° 1 a été adopté.
- L'amendement n° 2 a été rejeté.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 10 voix et 1 abstention.

2. Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance en vue de renforcer la sécurité dans les transports en commun et les sites nucléaires, n° 2345/1.

- Rapporteur : Mme Bercy Slegers.
- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances.
- Sont intervenus : Mme Slegers, MM. Jadot, Frédéric et Somers, Mme De Bue et MM. Van Esbroeck et Logghe.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 13 voix et 1 abstention.

2. Questions actuelles au gouvernement : <http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/53/ic539.pdf>

Prochaine séance : mardi 17 juillet 2012.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Sabien Lahaye-Battheu

➤ **MARDI 10 JUILLET 2012**

Questions actuelles au gouvernement : <http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/53/ic540.pdf>

Prochaine réunion : mardi 16 juillet 2012.

Climat et Développement durable

COMMISSION SPÉCIALE « CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE »

Président : M. André Flahaut

➤ **MARDI 10 JUILLET 2012**

Echange de vues concernant la vision à long terme du développement durable (Art. 76 Rgt) .

- Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.
- Discussion d'une proposition de résolution.
- Des modifications ont été apportées.
- La proposition de résolution, telle qu'amendée, a été adoptée à l'unanimité.

Droit commercial

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : Mme Sophie De Wit

➤ **MARDI 10 JUILLET 2012**

1. Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant, en ce qui concerne les options, la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, n° 2073/1.

- Rapporteur : M. Olivier Henry.
- Exposé introductif de M. Bruno Tuybens.
- Un échange de vues a eu lieu.

2. Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la désignation d'administrateurs indépendants, n° 2244/1.

- Rapporteur: M. Karel Uyttersprot.
- Exposé introductif de M. Bruno Tuybens.
- Un échange de vues a eu lieu.

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 10 JUILLET 2012**

1. Proposition de loi (Catherine Fonck, Marie-Martine Schyns, Nahima Lanjri) modifiant l'article 115 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, n°s 2172/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.
- Exposé introductif de Mme Catherine Fonck.
- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenus : le représentant du secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, Mmes Fonck et Lanjri et M. Delizée.

2. Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Vanlerberghe, Nahima Lanjri, Christiane Vienne, Zoé Genot, Kristof Calvo) modifiant l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade en vue d'instituer un congé pour l'assistance ou l'octroi de soins à un enfant hospitalisé, n°s 1559/1 à 3. (Continuation) (Rapporteur : Mme Miranda Van Eetvelde).

- La discussion générale a été poursuivie
- Sont intervenus : la ministre de l'Emploi, Mmes Vanlerberghe, Genot, Fonck, M. Clarinval, Mme Lanjri, MM. De Clercq et Delizée et Mme Genot.

3. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nadia Sminate, Miranda Van Eetvelde, Karolien Grosemans) relative à la suspension du droit aux indemnités d'incapacité de travail en cas de détention préventive ou de privation de liberté, n°s 1678/1 et 2.

Amendements de Mme Sminate.

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Stefaan Vercamer) modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, en ce qui concerne le paiement des allocations en cas de séjour en prison ou en établissement de défense sociale, ns° 1910/1 et 2.

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Stefaan Vercamer) suspendant le paiement des prestations de sécurité sociale des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants détenus dans les prisons ou placés dans les établissements de défense sociale, n°s 1911/1 et 2.

(Continuation) (Rapporteur : Mme Zoé Genot).

- La discussion générale a été poursuivie.
- Sont intervenus : Mmes Van Cauter et Sminate, M. Vercamer, Mme De Bue, M. Delizée et Mmes Genot et Sminate.

Prochaine réunion : lundi 16 juillet 2012.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 10 JUILLET 2012**

1. Projet de loi modifiant l'article 3, §1er, 3°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 2344/1.

- Rapporteur : Mme Karine Lalieux.
- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord.
- La discussion générale ainsi que la discussion des articles a été clôturée.
- Aucun amendement n'a été déposé.
- Les articles ont été adoptés sans modifications.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 11 voix et 3 abstentions.

2. - Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'énergie (I), n° 2320/1.
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'énergie (II), n° 2321/1.

- Rapporteur : Mme Ann Vanheste.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité.
- La discussion générale ainsi que la discussion des articles du projet de loi n° 2320 a été clôturée.
- M. Wollants a déposé deux amendements au projet de loi n° 2320.
- Les deux amendements ont été rejetés et les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, moyennant quelques corrections, a été adopté par 11 voix et 3 abstentions.
- La discussion du projet de loi n° 2321 a été clôturée.
- Aucun amendement n'a été déposé.
- Les articles ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés à l'unanimité.

Prochaine séance : mardi 17 juillet 2012.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ **MARDI 10 JUILLET 2012**

1. Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

2. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 17 octobre 2011 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi qu'aux restrictions applicables à ces substances (REACH), n° 2259/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.
- Des corrections techniques ont été apportées.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté à l'unanimité.

3. Questions actuelles au gouvernement : <http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/53/ic541.pdf>

Prochaine réunion : mardi 17 juillet 2012.

Concertation parlementaire

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : M. André Flahaut et Mme Sabine de Bethune (S)

➤ JEUDI 12 JUILLET 2012

1. Projet de loi modifiant le titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail, n° 2319/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 15 jours et le délai d'examen à 60 jours.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'énergie (I), n° 2320/1. (Pour mémoire).

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

3. Projet de loi modifiant la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, n° 2322/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

4. Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et abrogeant l'arrêté royal du 4 avril 2006 relatif à la délimitation des lieux, faisant partie de l'infrastructure exploitée par les sociétés publiques de transports en commun, auxquels s'appliquent les dispositions visées au chapitre IIIbis de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée en particulier, en vue de renforcer la sécurité dans les transports en commun, n° 2323/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

5. Projet de loi instaurant un régime légal pour les covered bonds belges, n° 2341/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 15 jours et le délai d'examen à 60 jours.

6. Projet de loi relatif à des mesures diverses pour faciliter la mobilisation de créances dans le secteur financier, n° 2342/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 15 jours et le délai d'examen à 60 jours.

7. Projet de loi portant des dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisés par le Service public fédéral Finances dans le cadre de ses missions, n° 2343/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 15 jours et le délai d'examen à 60 jours.

8. Projet de loi modifiant l'article 3, § 1er, 3° de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 2344/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

9. Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance en vue de renforcer la sécurité dans les transports en commun et les sites nucléaires, n° 2345/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

10. Suspension des délais (application de l'article 10, §1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 21 juillet 2012 au 7 octobre 2012.